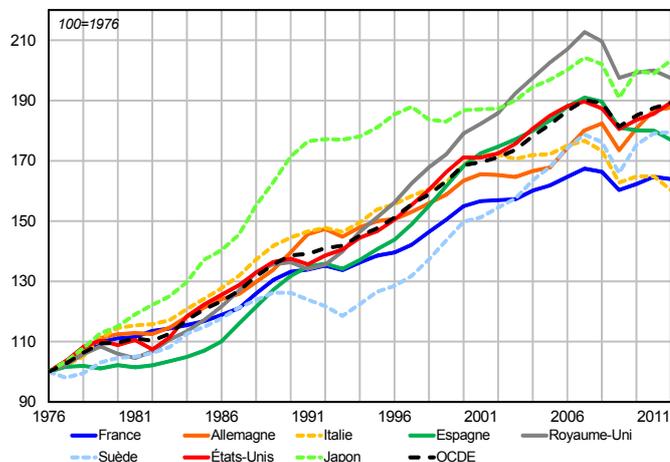


## Le décrochage du PIB par habitant en France depuis 40 ans : pourquoi ?

- Entre 1975 et 2012, la France a vu son PIB par habitant progresser moins vite que la moyenne des pays de l'OCDE, en particulier par rapport aux États-Unis et, dans une moindre mesure, par rapport à l'Allemagne et au nord de l'Europe. La position de la France située en 1975 au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE, est maintenant de ce fait en-deçà de la plupart des grands pays développés, à l'exception de l'Italie et de l'Espagne.
- Les facteurs sous-jacents à ce recul relatif de la France peuvent être identifiés à partir d'une décomposition comptable des différentes composantes du PIB par habitant : population en âge de travailler, taux d'activité, taux de chômage et productivité par tête.
- S'agissant de la population en âge de travailler, la France présente sur l'ensemble de la période une démographie qui pénalise temporairement ses performances relatives en termes de PIB par habitant. La démographie devrait néanmoins jouer positivement à l'avenir lorsque les moins de 15 ans d'aujourd'hui seront en âge de travailler. En ce qui concerne le taux d'activité, en particulier celui des jeunes et des seniors, le déficit de la France s'accroît sur l'ensemble de la période par rapport à la plupart des économies comparables de l'OCDE, notamment par rapport à l'Allemagne et aux pays du Nord de l'Europe, vis-à-vis desquels la France accuse également un déficit d'activité des femmes. Quant au taux de chômage, il est plus élevé en France que dans la moyenne des pays de l'OCDE depuis le milieu des années 1980.
- Pour ce qui est de la productivité, l'évolution est plus contrastée. La France accroît son avance en termes de productivité par tête jusqu'au début des années 1990 grâce au dynamisme de sa productivité horaire. Mais, depuis les années 1990, la stagnation relative de la productivité horaire en France, ainsi que la poursuite du recul des heures travaillées par tête, jouent négativement. Il en résulte un rattrapage de productivité par tête des autres économies de l'OCDE (en particulier le Royaume-Uni et les pays du nord de l'Europe) ainsi que l'avance grandissante des États-Unis.
- Au total, depuis une quarantaine d'années, la France présente un déficit annuel moyen de croissance du PIB par habitant de 0,4 point par rapport aux pays de l'OCDE, lié à la démographie à hauteur de 0,1 point et au taux d'emploi (taux d'activité et taux de chômage) à hauteur de 0,2 point. Sur l'ensemble de la période, la contribution de la productivité par tête au déficit de croissance est globalement nulle. En revanche, depuis le milieu des années 1990, les gains de productivité horaire en France ne suffisent plus à compenser le recul des heures travaillées et la moindre productivité par tête explique l'essentiel du déficit de croissance par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE depuis vingt ans (0,5 point).
- Ce diagnostic permet d'identifier les différents leviers sur lesquels la France doit agir pour relever son PIB par habitant et qui correspondent à ceux décrits dans le programme national de réforme : accroître le taux d'activité, en particulier celui des seniors ; diminuer le chômage structurel ; soutenir les gains de productivité horaire (innovation, concurrence, flexicurité, formation professionnelle, ...).

Évolution du PIB par habitant dans les principales économies de l'OCDE  
(en parités de pouvoir d'achat constantes)



Source : OCDE, calculs DG Trésor.

## 1. Comment expliquer l'écart de la France par rapport aux principales économies de l'OCDE en termes de PIB par habitant en 2012 ?

### 1.1 Une décomposition comptable de l'écart de PIB par habitant de la France par rapport aux principales économies de l'OCDE en 2012

Pour mener une comparaison internationale des niveaux de PIB par habitant, les **parités de pouvoir d'achat** (PPA) sont indispensables car elles permettent de tenir compte des prix relatifs entre chaque pays et de comparer ainsi des niveaux de productivité.

Lorsque l'on souhaite obtenir une photographie pour une année donnée des écarts en termes de PIB par habitant au sein d'un groupe de pays, on utilise les PPA courantes comme facteur de conversion<sup>1</sup>. Ainsi, en 2012, le PIB par habitant de la France est très proche de la moyenne des pays de l'OCDE<sup>2</sup> (cf. Tableau 1). Cela masque toutefois des différences importantes entre pays. Afin de mieux comprendre ces différences, le PIB par habitant peut être décomposé comptablement de la façon suivante :

$PIB\ par\ habitant = Part\ de\ la\ population\ en\ âge\ de\ travailler \times Taux\ d'emploi \times Productivité\ du\ travail\ par\ travailleur \times Correction\ des\ plus\ de\ 65\ ans\ (1)$

$Avec\ Taux\ d'emploi = (1 - Taux\ de\ chômage) \times Taux\ d'activité.$

La population en âge de travailler est ici définie comme la tranche d'âge des 15-64 ans. Le taux d'emploi, le taux de chômage et le taux d'activité concernent également cette tranche d'âge. Il faut donc appliquer au terme de droite de l'égalité comptable un **coefficient correcteur** égal au ratio entre l'emploi total et l'emploi des 15-64 ans, puisque la productivité du travail par travailleur se rapporte à l'emploi total. Ce coefficient correcteur mesure en fait la part de l'écart en termes de PIB par habitant expliquée par l'emploi des plus de 65 ans.

**Tableau 1 : décomposition de l'écart de PIB (prix et parités de pouvoir d'achat courants) par habitant en 2012 des pays de l'OCDE avec la France\***

	D	a	(1-u)	P	CC	PIB par habitant
Canada	7,5	10,6	3,4	-12,6	2,5	11,4
Allemagne	3,2	9,0	5,4	-5,3	1,1	13,5
Suède	0,3	13,3	2,2	-12,9	13,3	16,1
Royaume-Uni	2,0	8,9	2,3	-18,3	1,6	-3,4
États-Unis	4,2	3,2	2,1	26,0	4,5	40,0
Japon	-1,9	4,2	6,1	-19,8	7,8	-3,5
Italie	-0,2	-8,9	-0,9	0,3	2,1	-7,6
Espagne	4,8	6,2	-18,8	-3,3	-0,7	-11,9
Pays-Bas	3,4	12,2	5,9	-5,3	1,1	17,4
Danemark	1,2	11,0	2,8	0,4	0,5	15,9
Finlande	1,6	6,4	2,6	-15,4	10,8	6,0
<b>Total OCDE</b>	<b>3,1</b>	<b>0,0</b>	<b>2,0</b>	<b>-8,3</b>	<b>3,1</b>	<b>-0,1</b>

Source : OCDE.

\*D=Part des 15-64 ans dans la population totale ; a=Taux d'activité ; u=Taux de chômage ; P=Productivité du travail par tête ; CC=Coefficient correcteur (emploi total/emploi des 15-64 ans).

Lecture : en 2012, le PIB par habitant (à prix et PPA courants) en Allemagne est supérieur de 13,5 % au PIB par habitant en France. Le taux d'activité contribuerait à hauteur de 9 points à cet écart.

**L'avantage très important des États-Unis (PIB par habitant supérieur de 40 %) s'explique alors principalement par une productivité du travail nettement supérieure.** Les autres pays affichent un écart moins important avec la France. Les écarts des pays du nord de l'Europe (Pays-Bas, Danemark, Suède, Finlande) par rapport à la France **s'expliquent principalement par des taux d'activité supérieurs**, que la productivité par tête supérieure en France ne compense que partiellement. **L'écart par rapport à l'Allemagne s'explique essentiellement par un moindre taux d'activité et, dans une moindre mesure, par un moindre taux de chômage.** S'agissant du Japon, le surcroît de productivité de la France compense son net déficit de taux d'activité. Enfin, les pays du sud de l'Europe (Italie, Espagne) enregistrent un PIB par habitant inférieur à la

France (de respectivement -8 % et -12 %) qui s'explique principalement par la faiblesse du taux d'activité pour l'Italie et par l'importance du taux de chômage pour l'Espagne. **Au final, par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE, la productivité par tête supérieure en France compense entièrement une démographie temporairement défavorable (cf. infra) et la faiblesse des taux d'activité et d'emploi.**

### 1.2 La contribution du taux d'activité à l'écart de PIB par habitant en France provient des jeunes et des séniors

La décomposition de la contribution du taux d'activité selon le sexe et la classe d'âge permet d'affiner le diagnostic de la source des écarts de PIB par habitant de la France par rapport notamment aux principaux pays européens (cf. Tableau 2).

(1) Comparer les niveaux de PIB par habitant entre pays nécessite de convertir les PIB, exprimés au départ en monnaie nationale, en une unité de compte commune, appelée « standard de pouvoir d'achat », pour tenir compte à la fois des taux de change et du niveau des prix dans chaque pays. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) courantes permettent de calculer à une année donnée la structure de prix relatifs afin de comparer les volumes de biens et services produits et consommés dans les différents pays. Elles sont donc utilisées lorsqu'il s'agit d'étudier les écarts des niveaux de vie à une année / donnée.

En revanche, l'utilisation de PPA courantes n'est pas adaptée à l'analyse de l'évolution relative sur une période donnée des niveaux de vie entre pays, puisque l'évolution des PIB mesurés avec les PPA courantes traduit à la fois l'évolution des volumes et celle des prix. Il vaut mieux alors raisonner à PPA constantes.

(2) Compte-tenu de la marge d'erreur associée à l'estimation des niveaux de vie à prix et parités de pouvoir d'achat courant, l'écart entre la France et l'OCDE n'est pas significativement différent de zéro.

**Tableau 2 : décomposition de la contribution en 2012 du taux d'activité à l'écart de PIB par habitant des pays de l'OCDE avec la France**

	Contribution du taux d'activité à l'écart de PIB dont :	15-24 ans		25-54 ans		55-64 ans	
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Canada	10,6	3,8	4,2	-1,3	-0,5	2,5	2,0
Allemagne	9,0	3,3	1,7	-0,3	-0,6	3,1	1,9
Suède	13,3	1,1	2,7	-0,1	1,7	4,0	3,8
Royaume-Uni	8,9	5,0	3,4	-0,8	-2,1	2,3	1,1
États-Unis	3,2	2,3	2,7	-2,2	-4,1	2,5	2,1
Japon	4,2	0,9	0,8	0,9	-4,8	4,9	1,5
Italie	-8,9	3,3	-0,7	-2,0	-8,0	0,3	-1,8
Espagne	6,2	6,0	0,7	-0,5	-1,4	1,5	-0,1
Pays-Bas	12,2	4,2	4,9	-0,3	-0,5	2,9	0,9
Danemark	11,0	3,2	4,1	-1,3	0,6	2,6	2,0
Finlande	6,4	0,7	2,4	-1,4	0,3	1,6	2,9
<b>Total OCDE</b>	<b>0,0</b>	<b>2,3</b>	<b>1,3</b>	<b>-1,0</b>	<b>-5,4</b>	<b>2,2</b>	<b>0,7</b>

Source : OCDE.

Lecture : en 2012, le taux d'activité en Allemagne contribuerait à hauteur de 9 points à l'écart de PIB par habitant par rapport à la France, dont 3,3 points pour les hommes dans la tranche des 15-24 ans.

**S'agissant du taux d'activité par sexe**, le déficit de taux d'activité des hommes prédomine pour expliquer les écarts avec le Royaume-Uni, le Japon, l'Allemagne et les Pays-Bas, alors que le déficit d'activité des femmes contribue de manière plus importante que celui des hommes à l'écart avec les pays nordiques (Suède, Danemark, Finlande) et le Canada. Mais le déficit d'activité des femmes est également significatif avec la plupart des autres pays, notamment l'Allemagne. En revanche, le déficit de taux d'activité de l'Italie par rapport à la France s'explique quasi exclusivement par un plus faible taux d'activité féminin.

**En ce qui concerne le taux d'activité par tranche d'âge**, la France accuse un net déficit d'activité pour les jeunes et les seniors par rapport à l'ensemble des pays considérés (à l'exception de l'Italie). Une forte contribution des jeunes apparaît notamment en Allemagne, où l'apprentissage favorise le cumul emploi-études. Par ailleurs, une contribution significative des seniors apparaît au Japon. À l'inverse, le taux d'activité des 25-54 ans contribue à un surcroît de PIB par habitant par rapport aux pays considérés (à l'exception de la Suède) : en particulier, le plus faible taux d'activité en Italie concerne essentiellement l'activité féminine mais se concentre également sur cette tranche d'âge.

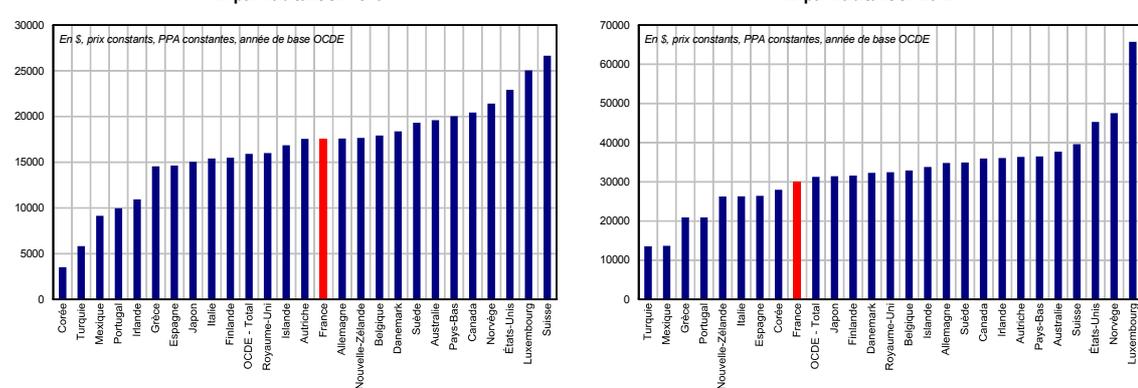
## 2. Comment expliquer le recul relatif du PIB par habitant en France relativement aux principales économies de l'OCDE entre 1975 et 2012 ?

### 2.1 Évolution du PIB par habitant entre 1975 et 2012

**Le PIB par habitant en France (calculé à prix et parités de pouvoir d'achat constants) a moins progressé entre 1975 et 2012 que dans la moyenne OCDE.** Il est préférable de raisonner à prix relatifs constants pour pouvoir mesurer les évolutions relatives dans le temps des PIB par habitant et calculer les taux de croissance. On utilise donc désormais les PPA constantes.

En 2012, le PIB par habitant français est inférieur à celui des États-Unis, de l'Allemagne et de tous les pays du nord de l'Europe. Il est légèrement en-dessous de la moyenne de l'OCDE (cf. Graphiques 1). Cette situation contraste avec la position de la France en 1975 située largement au-dessus de la moyenne des pays de l'OCDE.

**Graphiques 1 : évolution du PIB par habitant (prix et PPA constants) dans les pays membres de l'OCDE**

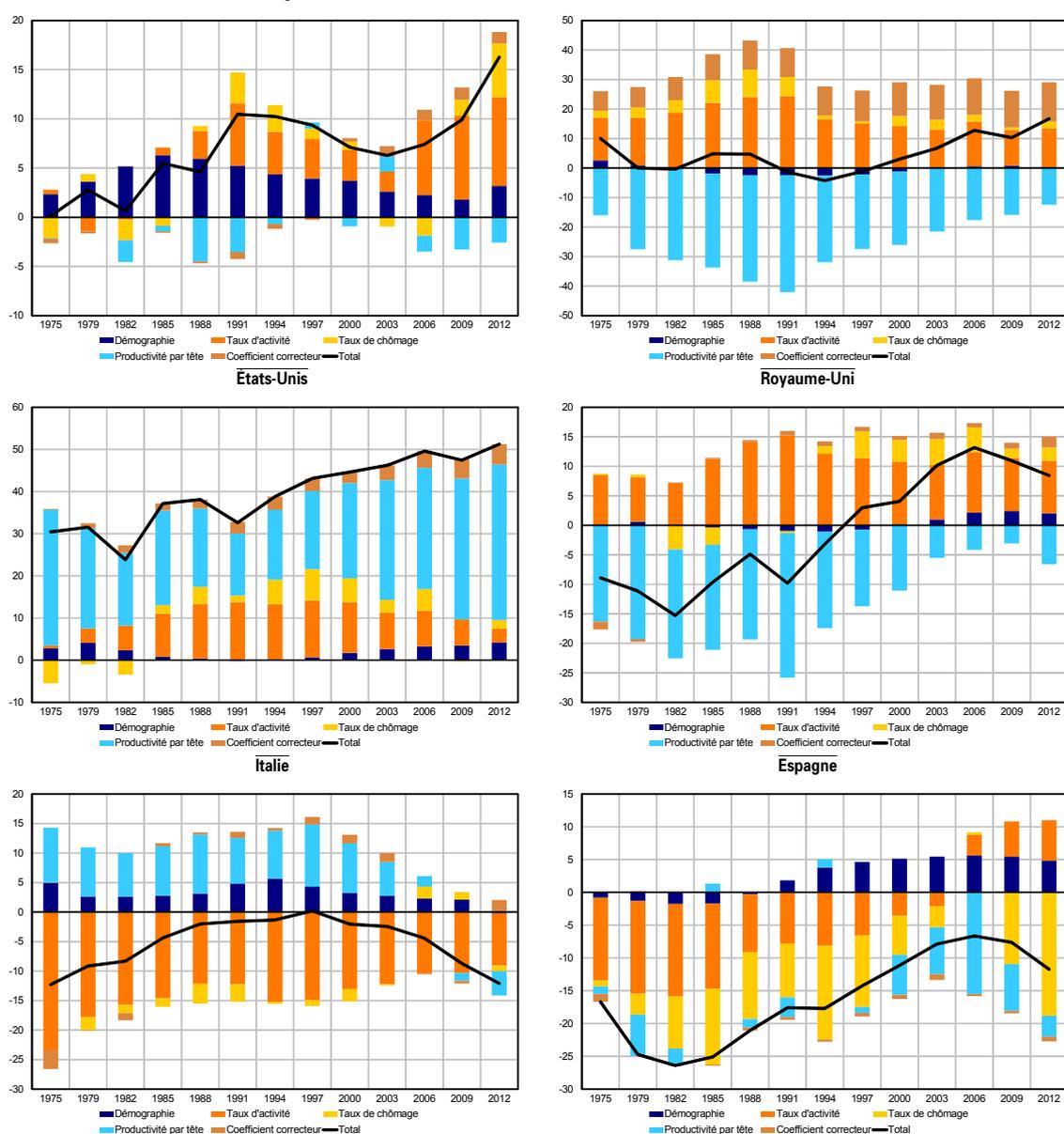


Source : OCDE, calculs DG Trésor.

## 2.2 Évolution des contributions des différentes composantes à l'écart en termes de PIB par habitant des pays de l'OCDE par rapport à la France

Les graphiques 2 permettent d'évaluer les contributions des différentes composantes du PIB par habitant à ce décrochage de la France depuis 1975.

Graphiques 2 : contributions à l'écart de PIB par habitant (prix et PPA constants) par rapport à la France<sup>a</sup>



Source : OCDE, calculs DG Trésor.

Lecture : en 2012, le PIB par habitant (à prix et PPA constants) est supérieur de 16,3 points en Allemagne par rapport à la France. La France gagnerait 3,2 points de PIB si elle avait la même proportion de 15-64 ans dans la population totale, 9 points de PIB si elle avait le même taux d'activité, 5,4 points de PIB si elle avait le même taux de chômage et 1,2 point de PIB si elle avait le même ratio entre l'emploi total et l'emploi des 15-64 ans (coefficient correcteur). En revanche, elle perdrait 2,6 points de PIB si elle avait la même productivité par tête que l'Allemagne.

a. Les pays mentionnés par la suite ne figurent pas tous sur ce graphique mais sont disponibles sur demande.

Plusieurs conclusions peuvent être tirées de l'évolution de ces contributions :

- La France présente sur l'ensemble de la période **une démographie défavorable sous l'angle du PIB par habitant, au sens où la part de la population en âge de travailler (15-64 ans) est généralement inférieure à celles des principales économies de l'OCDE**. L'écart provient essentiellement des moins de 15 ans dont la part dans la population totale diminue moins vite en France entre 1975 et 2012 par rapport à la

moyenne des pays de l'OCDE. **À l'avenir**, lorsque ces cohortes seront en âge de travailler, **la démographie devrait jouer favorablement** sur le PIB par habitant en France relativement aux pays de l'OCDE, dont la démographie est plus vieillissante. Ainsi, la démographie joue de moins en moins favorablement en Allemagne et, selon les projections de l'Ageing Working Group, la part de la population en âge de travailler dans la population totale en France devrait dépasser celle de l'Allemagne aux alentours de 2030.

- **Entre 1975 et 2012, l'évolution du taux d'activité expliquerait l'essentiel du tassement relatif du PIB par habitant français par rapport à l'Allemagne.** Par ailleurs, le taux d'activité en Espagne contribue positivement à l'écart de PIB par habitant avec la France depuis le milieu des années 2000 et contribue au rattrapage du PIB par habitant. Enfin, on peut constater depuis le début des années 1990 une contribution significative de l'emploi des plus de 65 ans (coefficient correcteur) à l'écart de PIB par habitant par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE.
- Sur l'ensemble de la période, **le taux de chômage explique une part plus ou moins importante selon les pays de l'écart de PIB par habitant avec la France**, mais ne contribue pas de manière claire à l'évolution de cet écart au cours du temps. Seules les économies du sud de l'Europe (Espagne et Italie) affichent en moyenne une contribution négative du taux de chômage sur la période, avec une détérioration très marquée en Espagne depuis la crise qui explique l'essentiel de la perte relative de PIB/habitant par rapport à la France.
- En moyenne sur l'ensemble de la période et par rapport aux économies considérées ici, **la France affiche une avance importante en termes de productivité par tête. Toutefois les dynamiques sont très contrastées avant et après le début des années 1990.** Ainsi, l'érosion progressive de l'avantage relatif de la France en termes de productivité explique le creusement de l'écart de PIB par habitant par rapport à certains pays du nord de l'Europe (Royaume-Uni, Suède) au cours des années

1990. Parallèlement, les États-Unis, le Royaume-Uni et la Suède ont creusé l'écart avec la France en termes de PIB par habitant depuis le début des années 1990 principalement *via* une évolution plus dynamique de la productivité. S'agissant de l'Italie, la productivité par tête a contribué au cours des années 1990 à un rattrapage en termes de PIB par habitant, mais la productivité serait ensuite retombée au niveau français au cours des années 2000.

Dans l'ensemble, les économies de la zone euro (Allemagne, Espagne, Italie, Pays-Bas) ont toutes amélioré leur taux d'activité vis-à-vis de la France, avec pour corollaire une évolution relativement moins favorable (ou identique dans le cas de l'Allemagne) de la productivité par tête, liée en partie peut-être à la participation au marché du travail de travailleurs moins productifs. À l'inverse, les pays ayant amélioré leur productivité par rapport à la France depuis le début des années 1990 n'ont pas connu une évolution relative favorable de leur taux d'activité sur cette période.

**Au final, le moindre rang de la France en termes de PIB par habitant entre 1975 et 2012 peut être attribué principalement à la dégradation du taux d'emploi (taux d'activité des 15-64 ans, taux de chômage et emploi des plus de 65 ans), et dans une moindre mesure au facteur démographique. L'érosion de l'avance de la France en termes de productivité par tête, notamment par rapport aux États-Unis et au nord de l'Europe (hors Allemagne), a quant à elle constitué un facteur prépondérant du recul relatif depuis 20 ans.**

### 3. La moindre hausse du PIB par habitant en France depuis 1993 s'explique par l'évolution défavorable de la productivité horaire et des heures travaillées

Les évolutions en termes de productivité par tête peuvent provenir à la fois des **heures travaillées** et de la productivité horaire. Les heures travaillées n'ont pas été introduites dans l'analyse des écarts en niveau menée jusqu'ici en raison des doutes que l'on peut avoir sur l'homogénéité de ces séries en comparaison internationale. Il peut donc être utile de compléter l'analyse des écarts en niveau par **une analyse en taux de croissance**.

Nous considérons la variation des composantes du PIB par habitant (à prix et parités de pouvoir d'achat constants) de la France et d'autres grandes économies de la zone euro depuis 1976 (première année pour laquelle l'ensemble des données est disponible). En reprenant la même décomposition du PIB par habitant :

*PIB par habitant = Part de la population en âge de travailler × Taux d'emploi × Productivité du travail par travailleur × Correction des plus de 65 ans*

On peut décomposer la productivité par tête en écrivant :

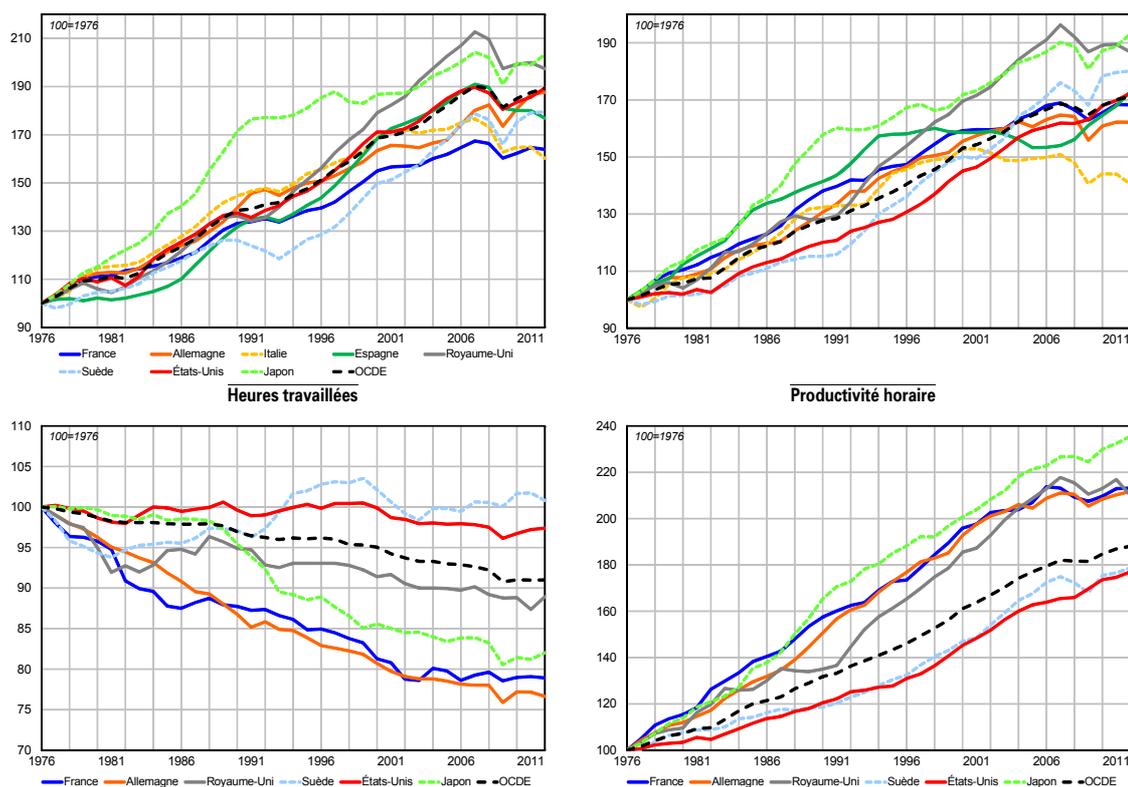
*Productivité par travailleur = Heures travaillées par travailleur × Productivité horaire (2)*

**Le PIB par habitant en France depuis 1976 a été moins dynamique que pour la plupart des pays considérés :**

la croissance sur l'ensemble de la période 1976-2012 est la plus faible avec celle de l'Italie (*cf.* Graphiques 3). La variation du PIB par habitant français apparaît moins sensible au cycle économique par rapport aux économies comparables : ainsi, le choc de 2008-2009 a été moins brutal en France par rapport à l'Italie, à l'Espagne, au Royaume-Uni et au Japon. Par ailleurs, si les gains de productivité du travail par tête en France sont plus élevés que dans la moyenne des pays de l'OCDE jusqu'au début des années 1990, la tendance s'est inversée depuis, ce qui confirme l'analyse de l'écart de productivité en niveau (*cf. supra*).

**Les graphiques 3 et le tableau 3 laissent également transparaître le choix fait en France de diminuer le nombre d'heures travaillées, dont la contribution négative au différentiel de taux de croissance a été compensée par le dynamisme de la productivité horaire.** Parmi les économies considérées ici, l'Allemagne connaît également une diminution importante des heures travaillées, probablement du fait de l'importance croissante du temps partiel depuis le début des années 1990. Au final, la productivité par tête reste relativement dynamique en France et en Allemagne par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Graphiques 3 : évolution des composantes du PIB par habitant dans les pays membres de l'OCDE (base 100=1976)  
 PIB par habitant Productivité du travail par tête



Source : OCDE, calculs DG-Trésor.

Le tableau 3 confirme globalement l'analyse des écarts en niveau effectuée précédemment. Depuis 1976, la France présente un déficit de croissance annuel moyen du PIB par habitant de 0,4 point par rapport aux pays de l'OCDE. Cette moindre hausse de la richesse provient de la démographie à hauteur de 0,1 point et du taux d'emploi (taux d'activité et taux de chômage) à hauteur de 0,2 point. Par ailleurs les

gains de productivité horaire en France compensent le recul des heures travaillées sur l'ensemble de la période et la contribution de la productivité par tête à l'écart de croissance annuel moyen par rapport aux pays de l'OCDE est nulle au final. Le déficit d'heures travaillées s'est particulièrement accru avec les États-Unis et la Suède. En revanche, le recul des heures travaillées est davantage marqué en Allemagne.

Tableau 3 : décomposition de l'écart de taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant des pays de l'OCDE avec la France depuis 1976\*

	D	a	(1-u)	P dont :	H	Ph	PIB par habitant
Canada	0,1	0,3	0,2	-0,5	0,4	-1,0	0,1
Allemagne	0,0	0,2	0,2	-0,1	-0,1	0,0	0,4
Suède	0,0	0,0	0,0	0,2	0,7	-0,5	0,3
Royaume-Uni	0,1	0,0	0,1	0,3	0,3	0,0	0,5
États-Unis	0,0	0,1	0,2	0,1	0,6	-0,5	0,4
Japon	-0,3	0,2	0,1	0,4	0,1	0,3	0,6
Pays-Bas	0,0	0,9	0,1	-0,9	0,2	-1,2	0,2
Danemark	0,0	0,0	0,1	-0,2	0,4	-0,6	0,0
Finlande	-0,2	0,0	0,1	0,5	0,3	0,2	0,6
<b>Total OCDE</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,4</b>

Source : OCDE.

\*D=Part des 15-64 ans dans la population totale ; a=Taux d'activité ; u=Taux de chômage ; P : productivité par tête ; H=heures travaillées ; Ph=Productivité horaire. Lecture : entre 1976 et 2012, le taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant en Allemagne est de 0,4 point supérieur à celui de la France. Le taux d'activité contribuerait à hauteur de 0,2 point à cet écart.

**Les années 1990 montrent une rupture au sens où les gains de productivité par tête en France passent sous la moyenne de l'OCDE (cf. Graphiques 4).** Le tableau 4 montre que sur les 20 dernières années, la démographie et le taux d'emploi ne contribuent quasiment plus au déficit de croissance de la France du fait des contributions de la part de la population en âge de travailler et du taux d'activité qui se compensent sur cette période. En revanche, la stagnation relative des gains de productivité horaire en France expliquent pourquoi la productivité par tête contribue désormais

au déficit de croissance annuel moyen du PIB par habitant par rapport aux pays de l'OCDE.

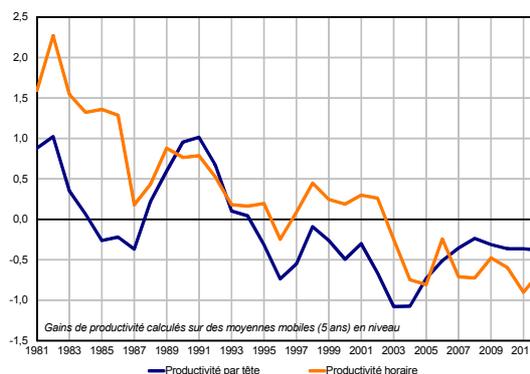
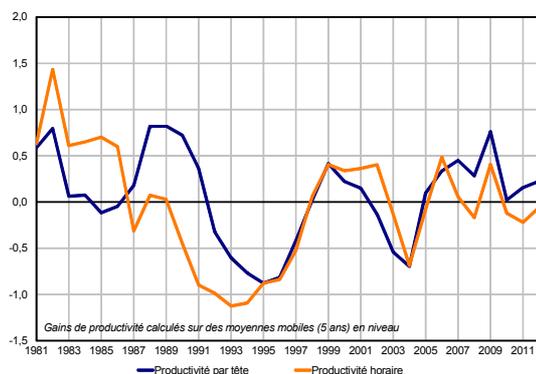
**Au final, en France, la faiblesse relative des gains de productivité par tête (par rapport notamment au Royaume-Uni et à la Suède, ainsi qu'aux États-Unis sur les 20 dernières années) n'a pas été compensée par une nette amélioration du taux d'activité sur l'ensemble de la période (notamment par rapport à l'Allemagne). En particulier, le recul des heures travaillées ne s'est pas traduit par un partage plus équilibré du travail en France.**

**Tableau 4 : décomposition de l'écart de taux de croissance annuel moyen du PIB par habitant des pays de l'OCDE avec la France depuis 1990**

	D	a	(1-u)	P dont :	H	Ph	PIB par habitant
Canada	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,3	-0,1	0,4
Allemagne	-0,1	0,2	0,1	0,1	-0,1	0,2	0,4
Suède	0,1	-0,5	-0,2	1,2	0,7	0,5	0,7
Royaume-Uni	0,1	-0,3	0,0	0,8	0,2	0,6	0,7
États-Unis	0,2	-0,5	0,0	0,8	0,4	0,4	0,5
Japon	-0,3	0,0	0,0	0,0	-0,2	0,2	-0,2
Pays-Bas	-0,1	0,5	0,2	-0,2	0,3	-0,5	0,6
Danemark	0,0	-0,5	0,1	0,5	0,5	0,0	0,1
Finlande	0,0	-0,4	-0,1	0,8	0,2	0,6	0,5
<b>Total OCDE</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,0</b>	<b>0,4</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>

Source : OCDE.

**Graphiques 4 : écart (en %) de gains de productivité de la France**  
Vis-à-vis de l'Allemagne      Vis-à-vis de l'OCDE



Sources : OCDE, calculs DG-Trésor.

\* \* \* \* \*

Ce diagnostic permet d'identifier les différents leviers sur lesquels la France pourrait agir pour relever son PIB par habitant. La France doit en premier lieu résorber son déficit d'activité, en particulier celui des seniors. Par ailleurs, la France doit également poursuivre les réformes visant à diminuer le chômage structurel et à soutenir les gains de productivité horaire (innovation, concurrence, flexicurité, formation professionnelle,...).

Le dernier programme national de réforme transmis à la Commission Européenne détaille les réformes dont l'objectif est de répondre à ces multiples défis. Le **Pacte de responsabilité et de solidarité**, en réduisant le coût du travail et en allégeant les obligations administratives liées à l'embauche, vise à accroître le taux d'emploi dans l'ensemble

de l'économie, en particulier celui des populations les plus éloignées du marché du travail (jeunes, non-qualifiés,...). La dernière réforme des retraites adoptée le 18 décembre 2013, en allongeant la durée d'assurance nécessaire pour l'obtention d'une pension à taux plein, doit permettre d'augmenter le taux d'emploi des seniors et d'accroître ainsi le potentiel de croissance de l'économie. Enfin les mesures de simplification administrative, les réformes pro-concurrentielles, la poursuite et l'extension des dispositifs favorisant la recherche et l'innovation (Crédit d'impôt recherche, programme d'investissements d'avenir, dispositif Jeunes entreprises innovantes,...) ont pour but de renforcer les gains de productivité.

## Encadré 1 : Comment décomposer le recul de l'avantage de la France en termes de productivité horaire en fonction de l'intensité capitaliste et de la productivité globale des facteurs ?

Les évolutions de la productivité horaire du travail peuvent s'analyser sous l'angle de la productivité globale des facteurs (qui incorpore le progrès technique, les améliorations dans la structure ou l'organisation de la production) et de l'intensité capitaliste (nombre d'unités de capital par heure travaillée). En effet, si l'on considère la relation *Cobb-Douglas* suivante :

$$Y = AK^\beta L^{1-\beta} \quad (1)$$

Avec :  $Y$  le PIB réel,  $L$  le facteur travail (exprimé en nombre d'heures travaillées),  $K$  le stock de capital,  $\beta$  la part de la rémunération du capital dans la valeur ajoutée, on obtient la relation suivante (où les lettres minuscules désignent les taux de croissance annuels) :

$$y - l = a + \beta(k - l) \quad (2)$$

Les gains de productivité horaire du travail sont donc égaux à la somme des gains de PGF et de la croissance de l'intensité capitaliste pondérée par la part de la rémunération du capital dans la valeur ajoutée.

L'examen du tableau 5 montre un ralentissement généralisé entre les années 1990 et les années 2000 des gains de productivité horaire dans l'ensemble des pays de l'OCDE, à l'exception des Pays-Bas, de la Suède et des États-Unis. Si ce ralentissement est imputable en premier lieu au ralentissement de la PGF, l'intensité capitaliste  $y$  contribue également dans des proportions variables selon les pays (en particulier en Suède, au Royaume-Uni et au Japon). En raisonnant en écart par rapport à la France, les gains de productivité horaire sont les plus dynamiques sur la période récente (2000-2007) en Suède, en Finlande, en Allemagne et aux États-Unis. Là encore, le ralentissement relatif de la France en termes de productivité horaire s'explique essentiellement par la PGF.

**Tableau 5 : taux de croissance annuel moyen de la productivité horaire, de la PGF et de la contribution de l'intensité capitaliste à la PGF**

	Productivité horaire		Intensité capitaliste		PGF	
	1991-2000	2000-2007	1991-2000	2000-2007	1991-2000	2000-2007
France	2,0	1,4	0,8	0,6	1,2	0,8
Canada	2,0	0,8	0,8	0,7	1,2	0,1
Allemagne	2,0	1,7	0,8	0,5	1,2	1,2
Suède	2,5	2,5	1,1	0,7	1,4	1,8
Royaume-Uni	3,1	2,3	1,3	0,9	1,8	1,4
États-Unis	1,8	2,0	0,6	0,7	1,2	1,4
Japon	2,0	1,7	1,4	0,6	0,6	1,0
Italie	1,6	0,3	0,8	0,5	0,8	-0,3
Espagne	1,1	0,6	0,8	0,7	0,3	-0,1
Pays-Bas	1,3	1,6	0,8	0,9	0,6	0,7
Danemark	1,9	1,1	1,2	1,1	0,7	0,1
Finlande	3,2	2,4	0,5	0,3	2,6	2,1

Source : DG Trésor.

**Camille THUBIN**

Nicolas Ferrari avait beaucoup poussé à la publication de ce travail. L'auteur et la rédaction de Trésor-Éco tiennent à rendre hommage à Nicolas et lui dédient ce numéro.

### Éditeur :

Ministère des Finances  
et des Comptes publics  
et Ministère de l'Économie  
du Redressement productif  
et du Numérique

Direction générale du Trésor  
139, rue de Bercy  
75575 Paris CEDEX 12

### Directeur de la Publication :

Sandrine Duchêne

### Rédacteur en chef :

Jean-Philippe Vincent  
(01 44 87 18 51)  
tresor-eco@dgtresor.gouv.fr

### Mise en page :

Maryse Dos Santos  
ISSN 1777-8050

## Derniers numéros parus

### Juin 2014

**n°130.** Quel risque de déflation en zone euro ?

Flore Bouvard, Sabrina El Kasmi, Raul Sampognaro, Amine Tazi

### Mai 2014

**n°129.** La syndicalisation en France : paradoxes, enjeux et perspectives

Marine Cheuvreux et Corinne Darmaillacq

**n°128.** Demain, quelle mondialisation ?

Arthur Sode

### Avril 2014

**n°127.** Évaluation d'impact du programme public de fonds d'amorçage lancé en 1999

Doryane Huber, Henry Delcamp, Guillaume Ferrero

**n°126.** La situation économique mondiale au printemps 2014 : plus de croissance mais de nouveaux risques

Flore Bouvard, Samuel Delepierre, Marie Magnien

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-eco>

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Économie du Redressement productif et du Numérique.